

Turquie : situation des personnes transgenres et protection de l'État

Renseignement de l'analyse-pays OSAR

Berne, le 23 janvier 2023

Impressum

Editeur

Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR)
Case postale, 3001 Berne
Tél. 031 370 75 75
Fax 031 370 75 00
E-mail : info@osar.ch
Internet : www.osar.ch
CCP dons : 10-10000-5

Version disponible en français

COPYRIGHT

© 2023 Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR), Berne

Copies et impressions autorisées sous réserve de la mention de la source

Sommaire

1	Introduction	4
2	Cadre légal	4
3	Traitement des personnes transgenres par des acteurs étatiques et non-étatiques	6
3.1	Persécution et discrimination par des acteurs étatiques	6
3.2	Stigmatisation, discrimination et violence par la société et l'entourage	7
3.2.1	Participation à la vie publique ou politique	8
3.2.2	Accès à des soins de santé et à des services sociaux	8
3.2.3	Accès au marché du travail et à un logement	8
3.3	Situation des personnes transgenres kurdes.....	10
4	Protection et assistance	10
4.1	Capacité de protection et d'assistance de l'État	10
4.2	Assistance de la société civile	12
5	Sources	12

Ce rapport repose sur des renseignements d'expert-e-s et sur les propres recherches de l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR). Conformément aux standards COI, l'OSAR fonde ses recherches sur des sources accessibles publiquement. Lorsque les informations obtenues dans le temps imparti sont insuffisantes, elle fait appel à des expert-e-s. L'OSAR documente ses sources de manière transparente et traçable, mais peut toutefois décider de les anonymiser, afin de garantir la protection de ses contacts.

1 Introduction

Le présent document a été rédigé par l'analyse-pays de l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR) à la suite d'une demande qui lui a été adressée. Il se penche sur les questions suivantes :

1. Quelle est la situation actuelle des personnes transgenres en Turquie (respect de leurs droits, sécurité, législation actuelle, etc.) ?
2. Quelle est la situation s'agissant de l'accès au le marché du travail pour les personnes transgenres ?
3. Quelle est la situation des personnes transgenres en particulier au sein la population kurde (respect de leurs droits, sécurité, législation actuelle, etc.) ?
4. Peuvent-elles bénéficier d'une protection de la part des autorités turques, en particulier de la police, en cas de problème ?

L'analyse-pays de l'OSAR observe les développements en Turquie depuis plusieurs années.^[1] Sur la base de ses propres recherches ainsi que de renseignements transmis par des expert-e-s externes, elle apporte les réponses suivantes aux questions ci-dessus.

2 Cadre légal

Absence de protection légale spécifique fondée sur l'orientation sexuelle ou l'identité de genre. Selon le *département d'État américain* (USDOS), en Turquie, la loi prévoit jusqu'à trois ans de prison pour les auteur-e-s de discours de haine ou d'actes préjudiciables liés à la langue, la race, la nationalité, la couleur, le sexe, le handicap, les opinions politiques, les croyances philosophiques, la religion ou les différences sectaires. Toutefois, il n'existe pas dans le Code pénal turc de protection spécifiques fondées sur l'orientation sexuelle ou l'identité de genre. Les autorités turques ont indiqué qu'un concept général de « genre » existait dans la Constitution et prévoyait des protections pour les personnes LGBTIQ (USDOS, 12 avril 2022). Dans un rapport sur la situation en Turquie publié en octobre 2022, la *Commission européenne* (EC) indique également que la législation turque ne couvre pas les discours et les crimes haineux fondés sur l'orientation sexuelle ou l'identité de genre (EC, 12 octobre 2022). Selon Kaos GL, une association LGBTIQ turque, citée par la *Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada* (CISR), la Turquie n'a pas non plus de jurisprudence établie en matière de crimes de haine incluant une protection juridique fondée sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre (CISR, 23 novembre 2022). Selon *Freedom House*, il est également interdit aux personnes LGBTIQ de servir ouvertement dans l'armée (*Freedom House*, 24 février 2022).

Abus de la police et discrimination des employeurs contre les personnes LGBTIQ souvent basés sur des dispositions légales sur la moralité publique. Pour USDOS, les abus de la police contre les personnes LGBTIQ ou des discriminations de la part d'employeurs sont

[1] www.osar.ch/publications/rapports-sur-les-pays-dorigine

souvent basés sur des dispositions légales concernant les « infractions à la moralité publique », la « protection de la famille » ou encore les « comportements sexuels contre nature » (USDOS, 12 avril 2022). Selon *Freedom House*, le gouvernement turc utilise également les lois sur la moralité publique pour restreindre les activités de plaidoyer en faveur des droits des personnes LGBTIQ (*Freedom House*, 24 février 2022).

Retrait de la Convention d'Istanbul en mars 2021 justifié par son approche trop inclusive en matière d'orientation sexuelle et d'identité de genre. Selon *Human Rights Watch* (HRW), en mars 2021, la Turquie est devenue le premier pays à se retirer de la Convention d'Istanbul, justifiant ce retrait par l'approche trop inclusive de la convention en matière d'orientation sexuelle et d'identité de genre. Pour le gouvernement turc, la convention a été « détournée par un groupe de personnes tentant de normaliser l'homosexualité – ce qui est incompatible avec les valeurs sociales et familiales de la Turquie » (HRW, mai 2022).

Article 29 du Code pénal sur la « provocation injuste » utilisée comme circonstance atténuante dans des affaires judiciaires de meurtre de personnes LGBTIQ. Selon le dernier rapport du *Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes* (CEDAW), l'application de l'article 29 du Code pénal sur la « provocation injuste » comme circonstances atténuantes dans les affaires judiciaires sur les meurtres de femmes lesbiennes, bissexuelles et transgenres exacerbe la violence sexiste à l'égard de ces personnes. Les auteur-e-s de ces violences bénéficient de manière générale de l'impunité (CEDAW, 12 juillet 2022).

Pas de reconnaissance légale du mariage homosexuel ou du partenariat enregistré entre couples LGBTIQ. Pas d'adoption pour couple LBTIQ. Selon des informations recueillies par la *Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada* (CISR) auprès de l'*Association internationale des lesbiennes, gays, bissexuels, trans et intersexes* (ILGA-Europe) et Equaldex, ni le mariage homosexuel, ni la cohabitation ou le partenariat enregistré entre couples LGBTIQ ne sont légalement reconnus. Par ailleurs, un couple de même sexe ne peut pas adopter un enfant (CISR, 23 novembre 2022).

Reconnaissance du droit au changement de sexe et de nom pour les personnes transgenres. Projet de loi pour restreindre l'accès aux opérations de changement de sexe. Se basant sur plusieurs sources, la CISR indique que la Cour constitutionnelle reconnaît, en se fondant sur le droit à la vie privée, le droit des personnes transgenres à changer de nom, indépendamment du fait qu'elles aient subi une procédure de changement de sexe ou non. Il est possible pour une personne trans de changer son nom légal sur tous les documents d'identification, mais cela nécessite de faire une demande auprès du bureau national d'enregistrement en fournissant une « raison valable » ainsi qu'un témoin. Le changement de sexe est possible pour les personnes de plus de 18 ans à condition d'avoir une autorisation du tribunal et d'avoir suivi une évaluation médicale (CISR, 23 novembre 2022). Selon le courriel envoyé à l'OSAR le 23 janvier 2023 par une *personne de contact qui travaille pour une ONG turque active dans la défense des femmes victimes de violence sexuelle*, en novembre 2022, un député a proposé un changement de loi pour rendre les opérations chirurgicales des personnes transgenres plus difficiles à obtenir. La proposition a été présentée pour « interdire le changement de sexe sauf en cas de nécessité médicale ».

3 Traitement des personnes transgenres par des acteurs étatiques et non-étatiques

3.1 Persécution et discrimination par des acteurs étatiques

Augmentation des discours de haine et des campagnes de dénigrement contre les personnes LGBTIQ de la part des représentants de l'État et des médias. Personnes LGBTIQ désignées comme « perverses », « malades » ou comme une « menace contre les valeurs familiales, la religion ou les traditions de la nation ». Personnes LGBTIQ victimes de violence et de harcèlement de la part de la police. Selon la *Commission européenne* (CE), la discrimination et les discours de haine à l'encontre des personnes LGBT continuent d'être un sujet de grave préoccupation. Pour la *Commission*, il y a eu une augmentation des discours de haine et des campagnes de dénigrement à l'encontre des personnes LGBTIQ, notamment de la part des représentant-e-s de l'État, élu-e-s ou nommé-e-s, ainsi que par les médias. Les violences, discriminations et intimidations à l'encontre des personnes LGBTIQ se sont poursuivies. Le CE note également que dans plusieurs provinces, la police a interdit ou empêché les activités et les défilés de la communauté LGBTIQ (EC, 12 octobre 2022). Pour *Freedom House*, les personnes LGBTIQ font face à une discrimination généralisée, au harcèlement policier et à la violence. Les discours de haine et un langage homophobe ont de plus en plus souvent été utilisés par des responsables publics à l'encontre des personnes LGBTIQ (*Freedom House*, 24 février 2022). Selon USDOS, des ONG ont signalé que la police prenait pour cible les personnes LGBTIQ, notamment lors de manifestations où la police utilisait souvent une force disproportionnée lors de ses interventions (USDOS, 12 avril 2022). Dans une lettre envoyée en juin 2021 aux ministres turcs de l'Intérieur et à celui de la Justice, Dunja Mijatović, *commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe* (CoE-CommDH), a exprimé sa préoccupation au sujet de l'augmentation visible des discours de haine et la propagation de récits homophobes par certains politiciens et faiseurs d'opinion en Turquie, y compris par des hauts responsables du gouvernement et des fonctionnaires. Dans ces récits, les personnes LGBTIQ sont dépeintes comme étant « perverses » ou représentant des « menaces contre les valeurs familiales, la religion ou les traditions de la nation ». La commissaire note par exemple qu'en avril 2020, au début de la pandémie Covid-19, le chef de la Direction des affaires religieuses a déclaré que « l'islam maudit l'homosexualité » car « elle apporte des maladies et corrompt les générations ». Selon la commissaire, cette déclaration a été largement comprise comme tenant les personnes LGBTIQ comme responsables de la maladie (CoE-CommDH, 17 juin 2022).

Violences policières et harcèlement des personnes transgenres. Selon le courriel envoyé à l'OSAR le 23 janvier 2023 par une *personne de contact qui travaille pour une ONG turque active dans la défense des femmes victimes de violence sexuelle*, une grande partie de la violence à l'encontre des personnes transgenres en Turquie est le fait de la police. Lors de la gay pride, qui s'inscrit dans le cadre des manifestations qui devraient être protégées en tant que droit constitutionnel, la police a attaqué les militants LGBTIQ. Le nombre de personnes transgenres qui se voient infliger une amende, en vertu de la loi sur les délits, pour avoir simplement marché dans la rue serait assez élevé.

Radicalisation de la position du président Erdogan sur la question LGBTIQ ces dernières années. Selon un professeur de sciences politiques de l'université Bogazici d'Istanbul,

interrogé par VOA News, la position du président Erdogan sur la question LGBTIQ s'est radicalisée ces dernières années et il a adopté une approche déshumanisante et criminelle du mouvement LGBTIQ (VOA News, 23 septembre 2022).

Des discours de haine largement repris et entretenus par les médias. Selon *ILGA-Europe*, qui cite l'observatoire annuel des médias de l'ONG Kaos GL, en 2020, plus de la moitié des nouvelles concernant les personnes LGBTIQ dans les médias imprimés nationaux et locaux s'apparentaient à des discours de haine (*ILGA-Europe*, 15 février 2022). Selon *Freedom House*, il existe également une censure de la part du gouvernement de contenus dans les médias qui mettent en scène des personnages LGBTIQ (*Freedom House*, 24 février 2022).

3.2 Stigmatisation, discrimination et violence par la société et l'entourage

Une stigmatisation, encouragée par des discours de haine, y compris de la part de responsables gouvernementaux, et amplifiée par les médias qui exacerbe l'insécurité et encourage les actes de violence contre les personnes LGBTIQ. Au moins 54 personnes transgenres tuées entre 2008 et 2020. Dans son rapport, USDOS indique que pour les militant-e-s des droits humains, la recrudescence des discours de haine contre les personnes LGBTIQ de la part de responsables gouvernementaux, repris et amplifiés par les médias progouvernementaux, a contribué à une augmentation du sentiment public anti-LGBTIQ et de la violence contre ces personnes (USDOS, 12 avril 2022). Selon la *commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe, Dunja Mijatović*, la stigmatisation dont sont victimes les personnes LGBTIQ a un impact très négatif sur la vie et la santé mentale de ces personnes et a instillé la peur au sein de cette communauté. La commissaire relève que pour la troisième année consécutive, la Turquie occupe l'avant-dernier rang du classement annuel « Rainbow Index » de la région européenne publié par ILGA-Europe. Cette organisation mesure le niveau de respect des droits fondamentaux des personnes LGBTIQ dans 49 pays européens. Citant des chiffres de l'organisation Transgender Europe, la commissaire indique qu'entre 2008 et septembre 2020, ce sont 54 personnes transgenres qui ont été tuées en Turquie, faisant de ce pays celui avec le taux le plus élevé de meurtres de personnes transgenres en Europe (CoE-CommDH, 17 juin 2022). Selon le *Dutch MFA* qui cite des informations de Kaos GL, en 2021, ce sont au moins huit personnes LGBTIQ qui ont été victimes de meurtres de haine. Kaos GL pense que le nombre réel de meurtres est plus élevé (*Dutch MFA*). La *Commission européenne* (EC) relève également que le nombre d'agressions contre des personnes LGBTIQ a augmenté de manière inquiétante (EC, 12 octobre 2022). Selon ILGA-Europe, en 2021, il y a eu de nombreux crimes haineux contre des personnes transgenres, notamment une femme transgenre, réfugiée de Syrie, attaquée et brûlée au visage par son ex-petit amie, ou encore une femme trans disparue qui a ensuite été retrouvée assassinée à son domicile à Izmir (ILGA-Europe, 15 février 2022). Selon le courriel envoyé à l'OSAR le 23 janvier 2023 par la *personne de contact qui travaille pour une ONG turque active dans la défense des femmes victimes de violence sexuelle*, les violences contre les personnes transgenres sont infligées par leur famille, leur partenaire ou des personnes qu'elles connaissent. Ces violences se sont poursuivies en 2023, avec déjà plusieurs femmes transgenres assassinées pendant les premiers jours de l'année. Selon le *Stockholm center for freedom* (SCF), qui cite le site d'information Artı Gerçek, le 4 janvier 2023, une femme transgenre a été tuée à l'arme

blanche dans la ville d'Izmir par un homme qui a pris la fuite avant d'être finalement arrêté par la police (SCF, 5 janvier 2023).

Importante manifestation anti-LGBTIQ en septembre 2022 à Istanbul, encouragée par le gouvernement. Les manifestant-e-s demandent l'interdiction de la « propagande » LGBTIQ et des organisations LGBTIQ. VOA News rapporte qu'en septembre 2022 s'est tenue à Istanbul la plus importante manifestation anti-LGBTIQ jamais observée en Turquie. Plusieurs milliers de manifestant-e-s se sont rassemblé-e-s pour demander l'interdiction de la propagande LGBTIQ et la mise hors la loi des organisations LGBTIQ. Cette manifestation a été encouragée par l'organisme turc de surveillance des médias qui en a même fait la promotion à travers une vidéo dans laquelle les personnes LGBTIQ sont traitées de « virus ». La manifestation s'est déroulée sans interférence de la police (VOA News, 23 septembre 2022).

3.2.1 Participation à la vie publique ou politique

Femmes kurdes et femmes LGBTIQ empêchées de participer pleinement à la vie publique et politique. Le rapport de CEDAW relève avec préoccupation que les femmes, en particulier les femmes kurdes et les femmes lesbiennes, bisexuelles, transgenres et intersexuées, continuent de faire face à des obstacles structurels qui limitent leur participation à la vie publique et politique (CEDAW, 12 juillet 2022).

3.2.2 Accès à des soins de santé et à des services sociaux

Accès limité aux services de santé et sociaux, notamment en raison de stigmatisation et de discrimination de la part du personnel de santé. Pour la *Commission européenne*, il reste difficile pour les personnes transgenres d'accéder aux services sanitaires et sociaux, ainsi qu'aux opérations de changement de sexe (EC, 12 octobre 2022). Selon *ILGA-Europe*, dans le contexte de la pandémie Covid-19, les personnes LGBTIQ ont rencontré des difficultés supplémentaires pour accéder à des soins de santé ou des services sociaux. Se référant à une étude de SPoD, une ONG turque de défense des droits des personnes LGBTIQ, portant sur l'accès des personnes LGBTIQ aux services sociaux, *ILGA-Europe* indique que dans l'ensemble, les personnes LGBTIQ n'ont pas eu accès aux services sociaux et sont victimes de discrimination sur la base de leur orientation sexuelle (*ILGA-Europe*, 22 février 2022). Pour USDOS, qui se base sur des informations d'organisations LGBTIQ, en 2021, certaines personnes LGBTIQ n'ont pas pu accéder aux services de santé ou ont été victimes de discrimination ou de mauvais traitements de la part des prestataires de services de santé. En conséquence, certaines personnes LGBTIQ ont été forcées de cacher leur identité ou de ne pas recourir aux services de santé. En juin 2021, un médecin d'Istanbul aurait refusé de soigner une femme transgenre et l'aurait forcé à quitter la salle d'examen en lui proférant des insultes transphobes (USDOS, 12 avril 2022).

3.2.3 Accès au marché du travail et à un logement

Accès très limité au marché du travail, en particulier pour les personnes transgenres en raison de harcèlement sévère. Médecin transgenre exclue de son travail en raison de critères « moraux ». Selon le *ministère des affaires étrangères des Pays-Bas (Dutch MFA)*, il est difficile pour les personnes transgenres d'accéder au marché du travail en Turquie. Celles qui y parviennent font souvent face à du harcèlement sévère et de la transphobie.

Pour illustrer les difficultés rencontrées par les personnes transgenres sur le marché du travail, le *Dutch MFA* cite l'exemple de Larin Kayatas, une femme transgenre médecin dans un hôpital d'Istanbul et à qui le ministère turc de la Santé a imposé une interdiction professionnelle d'exercer au motif que ses déclarations et son comportement portaient atteinte à la décence publique. Peu avant cette interdiction, Larin Kayatas avait été interrogée par les autorités et avait exprimé son soutien au CHP, le plus grand parti d'opposition en Turquie (*Dutch MFA*, 2 mars 2022). Selon USDOS, Larin Kayatas a allégué que son identité transgenre avait été la raison de son exclusion professionnelle. C'est un collègue qui aurait déposé plainte contre elle à la suite de publications sur les réseaux sociaux. Celles-ci ont ensuite été jugées comme non-conformes à la « moralité publique » (USDOS, 12 avril 2022).

Les discours de haine tenus par des fonctionnaires augmentent le risque de discrimination à l'encontre des personnes LGBTIQ dans le secteur public. La majorité cachent leur identité de genre et préfèrent ne pas signaler les cas de discrimination pour éviter des mesures de rétorsions. Devoir cacher cette identité entraîne d'importants problèmes sur le plan mental et physique. Selon une étude *Kaos GL* sur la situation des personnes LGBTIQ qui travaillent dans le secteur public, en 2021, les discours discriminatoires tenus par des fonctionnaires de l'Etat à l'encontre des personnes LGBTIQ ont augmenté le risque de discrimination pour les employé-e-s du secteur public qui ont choisi de partiellement ou complètement révéler leur identité de genre sur leur lieu de travail. Les résultats de l'étude ont montré que la grande majorité des personnes LGBTIQ préfèrent ne pas révéler leur identité de genre pendant le processus de recrutement ou même durant leur emploi. Cette source indique également que la grande majorité de ces personnes n'utilisent pas les canaux officiels pour signaler la discrimination dont elles font l'objet, car elles ne pensent pas que les plaintes soient efficaces et elles craignent de subir des mesures de rétorsions. Seuls six pour cent des personnes interrogées dans l'étude ont rapporté qu'il existait des règles sur leur lieu de travail pour prévenir la discrimination contre les personnes LGBTIQ. Les personnes interrogées ont déclaré que devoir cacher son identité de genre dans un environnement de travail qui favorise la discrimination et les discours de haine créait d'importantes difficultés, notamment des relations plus distantes avec les collègues, des performances moins bonnes, mais également des problèmes de dépression, de stress et de d'épuisement professionnel. Pour *Kaos GL*, la non-divulgence de son identité de genre est une stratégie qui offre un certain niveau de protection contre la discrimination, mais elle constitue en elle-même une forme continue de discrimination qui a un impact négatif sur les employés LGBTIQ aussi bien sur le plan mental que physique (*Kaos GL*, 2021).

De nombreuses personnes transgenres forcées de se prostituer pour survivre. Non reconnues et forcées de travailler dans l'illégalité, elles sont plus vulnérables à la violence et à l'exploitation. Pour le *Dutch MFA*, les difficultés pour les personnes transgenres à trouver du travail font que nombre d'entre elles sont obligées de se prostituer pour survivre. Bien que le travail sexuel soit légal en Turquie, les femmes transgenres sont exclues de ce secteur qui est contrôlé par le gouvernement et elles doivent donc se résoudre à travailler dans l'illégalité. Cela signifie qu'elles n'ont pas le droit à la retraite et qu'elles sont plus vulnérables à l'exploitation et à la violence (*Dutch MFA*, 2 mars 2022).

Accès limité à un logement. De multiples sources ont fait état à USDOS de discrimination en matière de logement, les propriétaires refusant de louer à des personnes LGBTIQ ou leur facturant des prix nettement plus élevés (USDOS, 12 avril 2022).

3.3 Situation des personnes transgenres kurdes

Les personnes transgenres kurdes sont encore plus exposées à la violence et à la discrimination. Selon le courriel envoyé à l'OSAR le 23 janvier 2023 par la *personne de contact qui travaille pour une ONG turque active dans la défense des femmes victimes de violence sexuelle*, la stigmatisation et la discrimination subies par les personnes transgenres en Turquie sont encore plus prononcées dans le cas des personnes transgenres kurdes. Ces personnes ne sont souvent pas acceptées par la population kurde et subissent humiliation et marginalisation. Traditionnellement plus conservatrices, les familles kurdes seraient encore moins disposées que les familles turques à accepter les personnes transgenres. Pour échapper aux violences exercées par ces familles, les personnes transgenres n'ont d'autres choix que de vivre secrètement loin de leurs familles.

4 Protection et assistance

4.1 Capacité de protection et d'assistance de l'État

Absence de protection des droits fondamentaux des personnes LGBTIQ. Pas de mesures pour lutter contre le harcèlement sur le lieu de travail. Selon la *Commission européenne* (CE), le fait qu'en Turquie les personnes LGBTIQ ne bénéficient pas de protection de leurs droits fondamentaux continue de susciter de vives inquiétudes (CE, 12 octobre 2022). Le CEDAW relève que l'État n'a pas pris de mesures pour lutter contre le harcèlement sur le lieu du travail, en particulier à l'égard des femmes lesbiennes, bisexuelles, transgenres et intersexuées. Il y a également eu peu d'enquêtes menées dans les affaires du harcèlement sexuel (CEDAW, 12 juillet 2022).

Pas de poursuites systématiques et efficaces des auteurs de discours de haine ou des auteurs de crime contre des personnes LGBTIQ. Beaucoup de crimes ne sont pas signalés, également parce que les victimes n'ont pas confiance en la police pour les protéger. Pour la *Commission européenne*, l'État n'a pas non plus engagé de poursuites efficaces contre les discours de haine et les crimes contre les personnes LGBTIQ (EC, 12 octobre 2022). D'après le *Dutch MFA*, les victimes de violences homophobes ne s'adressent généralement pas à la police car elles ne sont pas traitées de manière correcte ou protégées par la police. Les procureurs ne sont souvent pas prêts à poursuivre les auteurs de violences homophobes. En conséquence, les personnes LGBTIQ n'ont aucune confiance dans les procédures légales (*Dutch MFA*, 2 mars 2022). Pour la *commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe, Dunja Mijatović*, qui se base sur des informations fournies par des militant-e-s transgenres, beaucoup de crime haineux ne sont pas signalés ou ne font pas l'objet d'enquêtes. La commissaire relève avec satisfaction qu'en juin 2020 l'auteur du meurtre d'une femme transgenre a été condamné à la perpétuité. Toutefois, elle note que ces attaques constituent un problème grave qui doit encore être traité efficacement par l'État (CoE-CommDH, 17 juin 2022). Selon *ILGA-Europe*, un certain nombre d'affaires judiciaires, portant sur des agressions ou des meurtres anti-LGBTIQ, sont restées en suspens ou bloquées, certaines depuis plus de dix ans (*ILGA-Europe*, 22 février 2022). Selon le courriel envoyé à l'OSAR le 23 janvier 2023 par la *personne de contact qui travaille pour une ONG turque active dans la défense des femmes victimes de violence sexuelle*, la police turque a plus tendance

à nuire aux personnes transgenres qu'à les protéger. En cas d'agression, il est courant que la police ne daigne même pas prendre la déposition de la victime, si celle-ci n'est pas assistée par un-e avocat-e. De plus, l'attitude de la police envers les victimes est souvent discriminatoire et culpabilisante, les rendant responsable de l'agression subie.

Les personnes arrêtées et poursuivies pour crime anti-LGBTIQ peuvent invoquer une « provocation injustifiable » de la part des victimes et voir ainsi leur peine réduite. Selon USDOS, qui se base sur des informations fournies par des groupes de défense des droits humains, il est fréquent que la police et les procureurs ne poursuivent pas les affaires de violence contre les personnes LGBTIQ ou alors acceptent de justifier les actes des auteur-e-s. Les personnes suspectées font rarement l'objet d'arrestation de la part de la police. Celles qui l'ont été ont pu invoquer une « provocation injustifiable », telle que prévue par le Code pénal, et ainsi obtenir une réduction de peine. Ces réductions de peine, fondées sur la « nature immorale » des victimes, ont souvent été appliquées par les juges et confirmées par les cours d'appel. L'auteur d'une agression à l'acide sur une femme transgenre syrienne qui a eu lieu en mars 2021 a d'abord été condamné à onze ans de prison, mais cette peine a été ramenée à six ans en raison d'une « provocation injustifiable » de la part de la victime. Selon des défenseurs des droits des personnes LGBTIQ, les tribunaux et les procureurs entretiennent ainsi un environnement d'impunité pour les attaques contre les personnes LGBTIQ et en particulier contre les personnes transgenres qui se livrent au commerce du sexe (USDOS, 12 avril 2022). Selon le courriel envoyé à l'OSAR le 23 janvier 2023 par la *personne de contact qui travaille pour une ONG turque active dans la défense des femmes victimes de violence sexuelle*, l'État, le système judiciaire et la police ont tendance à soutenir les auteur-e-s des crimes contre les personnes transgenres. L'État récompense l'auteur-e du crime par une « remise pour bonne conduite » dans les procès contre les meurtriers et meutrières de personnes transgenres. Dans un rapport de juin 2021, l'OSAR indique qu'en vertu de l'article 62 du Code pénal, les juges peuvent choisir d'atténuer les peines des auteur-e-s de violence contre les femmes pour plusieurs motifs, y compris le comportement de l'auteur-e pendant le procès. Selon le rapport du GREVIO, cité par l'OSAR, il suffit aux auteur-e-s de violence à l'égard des femmes de conserver une attitude digne et respectueuse devant les tribunaux pour bénéficier de cette clémence (OSAR, 22 juin 2021).

Absence d'un système d'enregistrement et de suivi des incidents homo/transphobes. Application KADES d'alerte en cas d'agression pas disponible pour les femmes transgenres. La *commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe, Dunja Mijatović*, indique que, comme l'avait déjà relevé la Commission européenne contre le racisme et l'intolérance (CERI) dans son rapport de 2016 sur la Turquie, les autorités doivent encore mettre en place et exploiter un système d'enregistrement et de suivi de tous les incidents racistes et homo/transphobes. Elles doivent également faire en sorte que les forces de l'ordre mènent des enquêtes approfondies sur toutes ces affaires, notamment en s'assurant que toute motivation raciste et homo/transphobe dans les infractions de droit commun soit pleinement prise en compte (CoE-CommDH, 17 juin 2022). Selon *Amnesty International (AI)*, l'application de notification d'urgence pour les femmes (KADES), mise en place par le ministère de l'Intérieur et qui alerte les forces de l'ordre les plus proches, n'est pas disponible pour les femmes transgenres car celles-ci ne sont pas enregistrées auprès des autorités en tant que femmes (AI, décembre 2021).

Alternative de fuite interne limitée pour les personnes transgenres. Selon le *Dutch MFA*, une personne victime d'homophobie pourrait se réinstaller ailleurs en Turquie, mais cela

dépend de sa situation individuelle, notamment de sa situation financière, de son niveau de connaissance, de son réseau et de ses possibilités en termes d'emploi et de logement. Le *Dutch MFA* note qu'une personne qui déménage dans une grande ville, comme Istanbul, n'est pas forcément à l'abri de sa famille qui pourrait la retrouver et la menacer (*Dutch MFA*, 2 mars 2022).

4.2 Assistance de la société civile

Des organisations LGBTIQ victimes de harcèlement et de violence. Importantes restrictions de leur droit de réunion et d'association et de leur liberté d'expression. Selon la *Commission européenne* (CE), la discrimination et les discours de haine à l'encontre des personnes LGBTIQ visent aussi bien ces personnes que les organisations de la société civile qui les défendent (CE, 12 octobre 2022). Le rapport de CEDAW relève avec préoccupation que les militant-e-s qui défendent les droits des lesbiennes, des bisexuelles, des transsexuelles et des intersexuées sont souvent victimes d'arrestations, d'agressions physiques, de menaces, d'intimidations, de harcèlement et du gel de leurs avoirs. De manière générale, les organisations de la société civile sont la cible de violence, de harcèlement et de répression légale au motif qu'elles agissent « contre la loi et la moralité » (CEDAW, 12 juillet 2022). Selon USDOS, les organisations LGBTIQ font face à d'importantes restrictions de leur liberté d'expression, de réunion et d'association. Selon les organisations LGBTIQ consultées par USDOS, le gouvernement procédait à des audits réguliers et détaillés de ces organisations dans le but de créer des charges administratives et les menacer de lourdes amendes (USDOS, 12 avril 2022).

5 Sources

AI, décembre 2021 :

« While the subordinate and unequal status of women within society exposes all women in Turkey to risk of violence, certain groups find themselves with less access to protection and support when they experience violence due to multiple and intersecting layers of discrimination. Women in rural areas, Kurdish women, Roma women, women sex workers, women with disabilities, those with an irregular migration status as well as refugees and asylum seekers and lesbian and transgender women face compounded difficulties in accessing education, employment, social services, health care, assistance from the police and judicial services and legal aid, which increases their exposure to violence and impunity for their attackers. [...]

*The Ministry of the Interior also has an **emergency notification application for women (KADES)**, which informs the nearest law enforcement agency if a woman clicks on the **integrated alert button**. On 25 November 2020, the Minister of the Interior announced that law enforcement agencies had responded to almost 24,000 alerts placed through KADES since it was launched in March 2018, with an average response time of 4 to 5 minutes. However, **the application can only be activated through a Turkish identity number, 144** which excludes **unregistered migrant and refugee women as well as transgender women who are not registered with the authorities as women**. The application is also not accessible to women*

who do not have a smart phone. And while a short response time is to be welcomed, women who use such alert buttons cannot be receive adequate protection if responders are not well trained in how to deal with violence against women and provide a victim-centred response. » Source: Amnesty International (AI): Turkey, turn words into actions; Duty-bound to end violence against women, décembre 2021, p.10,25: www.ecoi.net/en/file/loc/2066325/EUR4451092021ENGLISH.pdf.

CEDAW, 12 juillet 2022 :

« (e) **Gender-based violence and discrimination against lesbian, bisexual and transgender women persist. Such violence is exacerbated by widespread impunity for perpetrators of hate crimes, including gender-based violence against and killings of lesbian, bisexual and transgender women; and by the application of article 29 of the Penal Code on “unjust provocation” in court cases on killings of lesbian, bisexual and transgender women as a mitigating circumstance. [...]**

37. **The Committee notes with concern:**

(a) **The persistence of structural barriers to participation in political and public life, including discriminatory gender stereotypes, faced by women, in particular Kurdish women, lesbian, bisexual, transgender and intersex women and women with disabilities; [...]**

39. *The Committee takes note of the information provided by the State party that the rights to freedom of opinion, expression, association and peaceful assembly are guaranteed under the Constitution. It is concerned, however, that **article 314 of the Penal Code and article 7 of the Anti-Terror Act relating to leaders and members of armed organizations are applied to convict women human rights defenders and sentence them to lengthy prison sentences. It is also concerned that women human rights defenders and activists, including those advocating for the rights of lesbian, bisexual, transgender and intersex women and women journalists are often subjected to arrest, physical assault, threats, intimidation, harassment and the freezing of assets.** It also notes with concern reports indicating that civil society organizations are facing violence, harassment and legal repression for allegedly “acting against the law and against morality” [...]*

45. *The Committee notes with concern that, according to the World Economic Forum Global Gender Gap Report (2021), the State party ranks 140 among 156 countries in relation to the participation of women in the economy and equal opportunities. The Committee further notes with concern:*

(a) *The low workforce participation rate among women (33.3 per cent in 2021) owing to women’s traditional gender roles in unpaid household and care work, and contract suspensions during the COVID-19 pandemic;*

(b) *Horizontal and vertical segregation in the labour market, especially in rural and remote areas;*

(c) *The persistent gender pay gap;*

(d) *The high unemployment rate among women with disabilities;*

(e) **The lack of measures to address sexual harassment in the workplace, especially of young women and lesbian, bisexual, transgender and intersex women, including the low number of investigations in sexual harassment cases.** » Source: UN Committee on the Elimination of Discrimination Against Women (CEDAW), Concluding observations on the eighth

periodic report of the Republic of Türkiye, 12 juillet 2022, p.8-9, 12-13, 15:
www.ecoi.net/en/file/local/2075376/N2242093.pdf.

CISR, 23 novembre 2022 :

« [...] Sources report that **same-sex marriage is not legally recognized (Equaldex [2021]; ILGA-Europe [Dec. 2021]) and neither is cohabitation or registered partnership between LGBTI couples (ILGA-Europe [Dec. 2021]). Additionally, the same sources note that adoption by a same-sex couple is prohibited (Equaldex [2021]; ILGA-Europe [Dec. 2021]).** [...]

Sources report that there are no legal protections from discrimination on the basis of sexual orientation or gender identity (AMERA International n.d.a; Freedom House 24 Feb. 2022, Sec. F4; ILGA-Europe [Dec. 2021]), including at the constitutional level (ILGA-Europe [Dec. 2021]). According to sources, this lack of legal protections also extends to the criminal code (AMERA International n.d.b; Kaos GL July 2020, 23; US 12 Apr. 2022, 84). Additionally, Kaos Gay and Lesbian Cultural Research and Solidarity Association (Kaos GL), an LGBTI+ association in Türkiye (Kaos GL n.d.), indicates that Türkiye has no established hate crime case law that includes legal protection founded on SOGIESC (Kaos GL July 2020, 23).

According to sources, based on the right to privacy, the Constitutional Court recognizes the right of trans persons to undergo a name change regardless of whether they have undergone gender reassignment procedures (Duvar English 22 Sept. 2021; ILGA-Europe 14 Feb. 2022, 144). Additionally, Stonewall, a UK-based organization that provides "information, support and guidance on LGBTQ+ inclusion" (Stonewall n.d.), reports that trans people can change their legal name on all identification documents; however, this requires an application to the National Registration Office, a "valid reason" for the name change, and a witness (Stonewall Aug. 2018). Sources state that trans people [who are over 18 (Stonewall Aug. 2018; ILGA World Sept. 2020, 169)] can change their legal gender with court authorization and a medical assessment (Stonewall Aug. 2018; Australia 10 Sept. 2020, para. 3.83), but only to male or female (Stonewall Aug. 2018). [...]

Sources report that Türkiye has ratified the European Convention on Human Rights (ECHR) (HRA 13 May 2022, 8; AMERA International n.d.b), which includes provisions on "the prohibition of discrimination based on sexual orientation" (AMERA International n.d.b). However, citing European Court of Human Rights rulings as recent as July 2022, Human Rights Watch (HRW) writes that Türkiye has shown a "systemic disregard of the [European Human Rights Convention] system" (HRW 12 July 2022). [...]

3. Access to Services

3.1 Employment

Sources indicate that there are no legal protections against employment discrimination based on SOGIESC (Equaldex [2021]; ILGA-Europe [Dec. 2021]). According to its concluding observations on the eighth periodic report of Türkiye, the UN Committee on the Elimination of Discrimination Against Women (CEDAW) notes that, in addition to Türkiye ranking 140th out of 156 countries for women's participation in the economy and access to equal opportunities according to the World Economic Forum Global Gender Gap Report of 2021, there is a "lack of measures to address sexual harassment in the workplace," including against "lesbian,

transgender and intersex women," in addition to a "low number of investigations in sexual harassment cases" (UN 12 July 2022, para. 45).

A 2020 online survey of "[m]ore than" 175 public sector employees who identified as LGBTI+ [2] conducted by Kaos GL and Kadir Has University in Türkiye found that 56.6 percent of respondents had "witnessed hate speech against LGBTI+ individuals" in the public sector; this statistic is 36.9 percent in the private sector (Kaos GL and Kadir Has University 2020, 5, 6).

3.2 Health

US Country Reports 2021 notes with regard to accessing health care services in 2021 that "some" LGBTQI+ individuals were "unable or faced discrimination" (US 12 Apr. 2022, 85).

According to an online survey from May to June 2020 on the impact of the COVID-19 pandemic on LGBTI+ youth in Türkiye, conducted by the Young Lesbian Gay Bisexual Trans Intersex Youth Studies and Solidarity Association (Young LGBTI+) [3], out of 252 young urban participants who identified as LGBTI+, 23 percent reported facing "problems" in accessing health services and medication, including "most frequently" the postponement of psychiatry appointments and a lack of access to prescription medication for transgender persons and to HIV and HPV tests and medications (Young LGBTI+ Aug. 2020, 4). Transgender Europe (TGEU), an international organization that aims to be a "voice for the trans community in Europe and Central Asia" (TGEU n.d.), reports that during the pandemic, trans people in particular "had to turn to under-the-counter surgeons" leading to "increased" complications from medical procedures, as public "hospitals did not provide transition-related services" (TGEU Apr. 2021, 67).

The 2019 Kaos GL survey found that out of 150 transphobic or homophobic hate crimes assessed, 26 had resulted in injuries to the victims, and 16 of these victims sought medical care (Kaos GL July 2020, 14). When the 16 respondents were asked by Kaos GL about the quality of medical care they received, 25.0 percent reported receiving "[i]mproper" care, 43.8 percent reported "[p]artially proper" care, and 25.0 percent reported "[p]roper" care (Kaos GL July 2020, 15).

4. State Protection

4.1 Judiciary and Police Forces

According to Freedom House, the judiciary is "highly politicized" and conducts trials "against prominent human rights activists to intimidate civil society and stifle human rights advocacy" (24 Feb. 2022, Sec. E2). **The 2019 Kaos GL survey found that "only 26 of the 150 cases" of transphobic or homophobic crimes committed against LGBTI+ persons were reported to the police; "most" victims either do "'not believ[e] that the application [for reporting a crime] will work'," wish to avoid "'being exposed to the family or media by the police'," or do not want "'to be discriminated against by the police'" (Kaos GL July 2020, 6). The same source notes that for "[a]pproximately half" of the 26 cases that were reported to the police, police reacted in an "'unconcerned'" manner, while in "about" one third of cases, police "'humiliat[ed] or rebuff[ed]" the victims (Kaos GL July 2020, 6). According to Kaos GL's assessment, "in most cases," crimes perpetrated against LGBTI + individuals are seen by the police as "excusable" while victims of those crimes are perceived to have "deserved" them (Kaos GL July 2020, 6). [...]**

4.2 Other Mechanisms

In their interview with Duvar English, the Kaos GL representative reported that it "would be difficult" to pursue investigations or complaints against individuals or institutions for human rights violations against LGBTI+ individuals, especially "considering the position of the state" vis-à-vis both civil society and the LGBTI+ community (Duvar English 1 Mar. 2022). According to interviews conducted by the Netherlands Ministry of Foreign Affairs with confidential sources regarding the process of filing a complaint,

If a police officer refuses to draw up a police report [after a victim of a crime makes a complaint], the victim can turn to the Public Prosecutor. The latter can then order the responsible police station to investigate the violent incident after all. This option is not free from irregularities. According to two confidential sources, a Public Prosecutor does not always prosecute or an investigation can drag on for years. Two sources say that LGBTI people are reluctant to turn to the Public Prosecutor because they do not believe they will receive a fair trial and/or are afraid of being exposed to homophobia and/or government discrimination. (Netherlands 18 Mar. 2022, 61, footnotes omitted)

Additionally, Kaos GL reports that Turkish legislation does not grant Türkiye's Ombudsman Institution the "explicit" authority to "conduct 'sexual orientation' and 'gender identity'-based" investigations (Kaos GL July 2020, 20). Additionally, the law regulating the Human Rights and Equality Institution of Türkiye (Türkiye İnsan Hakları ve Eşitlik Kurumu, TİHEK) "does not cover discrimination based on sexual orientation and gender identity," nor does it use "etc." to allow for the possibility of "protected categories" other than those mentioned in the legislation (Kaos GL July 2020, 20).

According to TGEU, legal aid for individuals "who are unable to pay [the] financial costs of filing a legal case," including the assignment of a lawyer by the local bar association, is provided by the State for all civil cases, including the "legal gender recognition procedure" ([June 2018]). » Source: Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada (CISR): Türkiye: Treatment of persons with diverse sexual orientation, gender identity and expression, and sex characteristics (SOGIESC) by society and state authorities, including state protection (2020–November 2022) [TUR201259.E], 23 novembre 2022: www.ecoi.net/en/docu-ment/2084371.html.

CoE-CommDH, 17 juin 2022 :

« I am concerned about the visible rise in hateful rhetoric and the propagation of homophobic narratives by some politicians and opinion-makers in Turkey, including high ranking central government and public officials. Portraying LGBTI people as a "threat to family values, religion or the traditions of the nation", "perverts", or as "attempt[ing] to undermine the humankind, its nature and the family", are only a few examples of this language. In his sermon of 24 April 2020, which was aired on TV, the head of the Religious Affairs Directorate said that "Islam curses homosexuality" because "it brings illnesses and corrupts generations", and added a call to "fight together to protect people from such evil." I note that this speech occurred at the onset of the COVID-19 pandemic and was widely understood as blaming LGBTI people for the disease. I have also noted reports about censorship of LGBTI content and content that the authorities considered objectionable because it promoted the rights of LGBTI people. For example, in October 2019, the government's Board for the Protection of Minors banned the sale to minors of a

popular children's book which was reportedly perceived as encouraging homosexuality and awareness of gender identity. The authorities statement concerning Turkey's withdrawal from the Council of Europe Convention on preventing and combating violence against women and domestic violence (the Istanbul Convention) that "the Convention was hijacked by a group of people attempting to normalize homosexuality – which is incompatible with Turkey's social and family values", has only exacerbated this worrying situation. I take this opportunity to point out that all the measures provided for by the Istanbul Convention reinforce family foundations and links by preventing and combating the main cause of destruction of families, that is, violence.

While it is positive that Turkish society attitudes towards LGBTI people have improved gradually over the years and that in 2020 the public acceptance of homosexuality was reportedly at its highest level ever, the worrying trends referred to above risk undermining this progress, which is a precondition for the effective enjoyment by LGBTI people of their human rights. **I understand that stigmatisation has already had a serious detrimental impact on the lives and the mental health of LGBTI persons and instilled fear within this community. Regrettably, for the third year in a row, Turkey has the second lowest standing in the annual "Rainbow Index" of the European region of the International Lesbian, Gay, Bisexual, Trans and Intersex Association (ILGA-Europe), which measures the level of respect for LGBTI people's human rights in 49 European countries.**

Hate crimes

According to Transgender Europe, 54 transgender people were killed in Turkey from 2008 until September 2020, which makes Turkey the country with the highest rate of killings of transgender people in Europe. Transgender activists have voiced their concern that the actual number of transgender victims of hate crimes is higher, since many such crimes go unreported or are not investigated as such. Although the criminal conviction and life sentence for the perpetrator of the killing of a transgender woman in June 2020 was an important step in fighting impunity for transphobic crime, this is a serious issue that remains to be addressed effectively. As noted by the European Commission Against Racism and Intolerance (ECRI) in its 2016 report on Turkey, the authorities need to establish and operate a system for recording and monitoring all racist and homo/transphobic incidents and ensure that the police thoroughly investigate all such cases, in particular by ensuring that any racist and homo/transphobic motivation in ordinary offences are fully taken into account. I also draw your attention to the recommendations made by ECRI in 2016 concerning the need to bring the criminal legislation in line with its General Policy Recommendation No. 7, as far as homo/transphobic crimes are concerned.

I call on you to endeavour to reverse these negative trends and ensure effective protection of the human rights of LGBTI people in Turkey. This requires, as a first step, that public authorities, politicians and opinion leaders stop engaging in hate speech or any discourse stigmatising LGBTI people and firmly denounce and counter such narratives, including when they originate from private parties. Crucially, it also requires that the commitments enshrined in the Action Plan on Human Rights in relation to freedom of assembly, association and expression are fully honoured for Turkey's LGBTI population. » Source: Council of Europe - Commissioner for Human Rights (CoE-CommDH), Letter addressed to the Minister of Interior and the Minister of Justice of Turkey, 17 juin 2021: www.ecoi.net/en/file/local/2054627/CommDH%282021%2920_Letter+to+Mol+and+MoJ+of+Turkey_EN.docx.pdf.

Dutch MFA, 2 mars 2022 :

« 8.3 Homophobic violence and legal protection

The previous country of origin report indicated that victims of homophobic violence usually did not turn to the police and if they did, in many cases they were not properly treated or protected by the police. It also stated that not every public prosecutor was prepared to prosecute homophobic perpetrators of violence and that LGBTI people had no confidence in due process. This situation remained unchanged during the period of this report. There is no unambiguous answer to the question whether victims of homophobia and homophobic violence can settle elsewhere in Turkey. It depends on the individual circumstances of the victim in question, for example his or her financial situation, level of knowledge, network and opportunities in terms of employment and housing. One source notes that many LGBTI people have no choice but to settle in large cities, especially Istanbul, where the LGBTI community is most effectively organised. This source claims to be aware of cases in which family members have managed to trace an LGBTI person in a large city and continued to threaten him or her.

The annual report of the Turkish LGBTI rights organisation KAOS GL stated that in 2021 there were at least eight hate killings of LGBTI individuals. KAOS GL suspects that the actual number of hate killings of LGBTI individuals in 2021 was higher.

8.4 Transgender people and access to the labour market

Transgender people generally experience difficulty in gaining access to the labour market. If they succeed in getting a job, they sometimes experience severe transphobia and harassment. Because of this, trans women in particular are compelled to perform sex work in order to earn an income. Sex work is legal in Turkey, but transgender people are excluded from this government-controlled sector. They can therefore only work illegally in the sex industry. As a result, they do not accrue pension rights, they perform their work without insurance and they are vulnerable to violence and exploitation.

The following case occurred during the reporting period and illustrated the difficulties transgender people experienced in the Turkish labour market. On 13 September 2021, the Turkish Ministry of Health imposed a professional ban on a trans woman named Larin Kayataş. She was working as a doctor at the Taksim Training and Research Hospital in Istanbul. According to the authorities, Ms Kayataş's statements and behaviour breached public decency. In the period prior to the professional ban, the authorities questioned Ms Kayataş about her transgender identity, the support she expressed for the CHP (the country's largest opposition party), and her participation in a demonstration on International Women's Day on 8 March. Ms Kayataş subsequently initiated legal proceedings to try to have her professional ban overturned. » Source: Netherlands Ministry of Foreign Affairs (Dutch MFA), General Country of Origin Information Report Turkey, 2 March 2022, p.60-61: www.ecoi.net/en/file/local/2078792/general-country-of-origin-information-report-turkey-march-2022.pdf.

CE, 12 octobre 2022 :

« [...] **The rights of the most disadvantaged groups and people belonging to minorities need better protection. Roma people remained largely excluded from formal work and their living conditions deteriorated severely. Gender-based violence, discrimination, and**

hate speech against minorities (in particular against lesbian, gay, bisexual, transgender, intersex and queer (LGBTIQ) persons are still a matter of serious concern. [...]

Stigmatisation, hate speech and discriminatory discourse targeting LGBTIQ civil society organizations and persons remained very strong. International non-governmental organizations, including those providing humanitarian aid to refugees, continued to face difficulties in their work in Türkiye. No effective domestic remedy was provided for the confiscation of assets from civil society organisations closed by emergency decrees. [...]

The lack of protection for the fundamental rights of lesbian, gay, bisexual, transgender, intersex and queer (LGBTIQ) persons continued to raise serious concerns. The current legislation does not cover hate speech and hate crimes based on sexual orientation or gender identity. Hate speech and smear campaigns by elected or appointed state officials and media against the LGBTIQ community increased. Discrimination, intimidation and violence against the LGBTIQ community continued. Hate speech and crimes against LGBTIQ persons were not effectively prosecuted. A number of court cases, focusing on cases where LGBTIQ persons were murdered are still pending. There was a worrying increase in attacks against LGBTIQ persons. Access to gender reassignment surgery and to health and social services remain problematic for trans persons. LGBTIQ prisoners reportedly suffer from discrimination and solitary confinement. LGBTIQ activities and pride parades were banned or prevented by the police in several provinces. The Constitutional Court ruled that a local court's rejection of a transwoman's request to change her name violated her right to private life. The court case against Middle East Technical University (METU) students who took part in a pride gathering on the university campus in May 2019 ended in the acquittal of all defendants in October 2021. The case is now pending before the Regional Court of Appeals. The court case against the LGBTIQ Assemblies that joined the 2021 İstanbul Pride March ended in the acquittal of all eight activists in February 2022. The court case against the Ankara Bar Association, for criticising the Diyanet's President's homophobic speech, continues. » Source: European Commission (EC), Türkiye 2022 Report, 12 octobre 2022, p.6-7, 16, 42-43 : www.ecoi.net/en/file/local/2080284/T%C3%BCrkiye+Report+2022.pdf.

Freedom House, 24 février 2022 :

« Women remain underrepresented in politics and in leadership positions in government. They occupy 104 parliamentary seats, or 17 percent of the assembly. A handful of openly LGBT+ candidates have run for office. Sedef Çakmak of the CHP was elected to Istanbul's city council as the first openly gay elected official, and the HDP supported Turkey's first openly gay parliamentary candidate in 2015. Still, LGBT+ people remain politically marginalized, and the government uses public morality laws to restrict advocacy for LGBT+ rights. [...]

Same-sex relations are not legally prohibited, but LGBT+ people face widespread discrimination, police harassment, and violence. Laws do not protect people from discrimination based on their sexual orientation or gender identity, and LGBT+ people are banned from openly serving in the military.

In recent years, public officials have increasingly used homophobic language and hate speech targeting the LGBT+ community. In 2020, the head of Turkey's Religious Affairs Directorate delivered a sermon with anti-LGBT+ hate speech, while the head of Turkey's

Red Crescent Society published posts on Twitter with discriminatory language toward LGBT+ people—both actions were publicly defended by President Erdoğan and his communications director. In September 2021, a public prosecutor reportedly launched a lawsuit against top members of the Ankara Bar Association who had critiqued the head of the Religious Affairs Directorate for his 2020 sermon. In February 2021, Minister of the Interior Süleyman Soylu called student activists at Boğaziçi University “LGBT deviants” on Twitter, prompting the social media platform to issue a warning that the post violated its rules on hateful conduct. Government officials and progovernment media used similarly anti-LGBT+ language to justify Turkey’s withdrawal from the Istanbul Convention in March 2021. The Turkish government also censors media that depict LGBT+ characters: In 2020, it forced Netflix to cancel a drama over a gay character in the series. » Source: Freedom House, Freedom in the World 2022 - Turkey, 24 février 2022: www.ecoi.net/en/document/2068831.html.

HRW, mai 2022 :

*« Between the publication of Human Rights Watch’s 2011 report and this one, Turkey has both ratified and withdrawn from the Council of Europe’s Istanbul Convention on Preventing and Combatting Violence against Women and Domestic Violence, the gold standard for tackling gender-based violence in Council of Europe member states. Turkey was in fact the first country to ratify the convention, which opened for signature on May 11, 2011, in Istanbul. **On March 20, 2021, Turkey also became the first country to withdraw from it, rejecting the convention’s inclusive approach to sexual orientation and gender identity as evidence that the convention had been “hijacked by a group of people attempting to normalize homosexuality – which is incompatible with Turkey’s social and family values,” in the words of the president’s communications chief. Many lawyers and activists working on women’s rights and LGBT rights say that withdrawal from the convention was a major setback, demonstrating lack of political commitment to gender equality, without which there remain huge obstacles to combatting domestic violence in Turkey and addressing its root causes. [...]***

*Turkish government statements on the convention have narrowly focused on registering concern that it adopts an inclusive approach to protection. **The convention provisions apply to victims “without discrimination on any ground” including sexual orientation and gender identity. Government statements have indicated that the convention’s obligation to also protect lesbian, gay, bisexual and transgender (LGBT) people justified its withdrawal as a state party. The most unambiguous statement is from March 21, 2021, when the president’s communications chief defended the decision saying that the convention had been “hijacked by a group of people attempting to normalize homosexuality – which is incompatible with Turkey’s social and family values.” »** Source: Human Rights Watch (HRW), Combatting Domestic Violence - The Deadly Impact of Failure to Protect, mai 2022, p.5,11-12: www.ecoi.net/en/file/local/2073620/turkey0522_web.pdf.*

ILGA-Europe, 15 février 2022 :

*« **Political leaders and pro-government media outlets continued reporting about LGBTI people with hate. On 2 February, Justice Minister and the Interior Minister Süleyman Soylu called LGBT people “perverts” on Twitter. Others called LGBTI people a “disgrace” or “dirty”. These remarks prompted a wave of hate speech on social media. This continued hate campaign took place in the context of rising hateful rhetoric against the LGBTI+***

community by representatives of high-level religious and political institutions, as well as actions and legislation attacking human rights defenders and civil society organisations. [...]

Kaos GL's Annual Media Watch for 2020 observed that more than half of the news about LGBTI people on printed national and local media amounted to hate speech, marking an increase from 2019. [...]

Countless hate crimes took place against LGBTI people again this year. For instance, a trans woman, a refugee from Syria, was attacked by her ex-girlfriend in Beyoğlu and suffered severe burns on her face in March. A trans woman, who was reported missing by her family, was found murdered in her home in Izmir in March. Trans women were assaulted in the street in March and July. A group of LGBTI+ activists were severely assaulted in March in Newroz. In July, several gay men were attacked by violent groups - one person was stabbed.

In November, four trans women were attacked in two separate incidents, three survived with injuries, and one died.

A video of a homophobic assault was posted by the perpetrator on social media - he was later identified and detained by the police.

A number of court cases, focusing on anti-LGBTI attacks or murder, continued to be pending or stalled this year - some for over 10 years. [...]

On 22 April, the Constitutional Court passed a positive ruling, stating that the rejection of a trans person's name change, because they had not undergone any surgeries, was a violation of private and family life. The Court cited the case law of the European Court of Human Rights. SPoD released a FAQ guide on legal gender recognition.

*The COVID-19 pandemic has continued placing unprecedented hardships on LGBTI people, in employment and healthcare, and amidst growing levels of violence at home during lockdown. SPoD's "LGBTI+ people's access to social services during the pandemic", on the basis of over 800 responses, **found that LGBTI+ people by large have lacked access to social services and experience discrimination on the basis of their SOGI.** SPoD also launched a manual on positive and inclusive social work practice with LGBTI+ people. » Source: ILGA-Europe, Annual Review of the Human Rights Situation of Lesbian, Gay, Bisexual, Trans and Intersex People in Europe and Central Asia 2022, 15 Février 2022, p.142-144 : www.ecoi.net/en/file/local/2071614/full_annual_review.pdf.*

KAOS GL, 2021 :

« In 2021, 7.3% of participants were completely or partially open during the hiring processes and 4.5% of participants reported that they experienced discriminatory practices and attitudes during these processes. The rate of being completely and partially open rose to 21.3% and the rate of experiencing discrimination to 15.8% during the employment. There is no significant difference compared to last years' results, however, when we examine the answers of those who are completely or partially disclosed, the ratio of experiencing discrimination is higher in this category than the rest of the sample. Of the

16 participants who were open or partially open during the hiring process, 3 (18,8%) and 13 (27.7%) of 47 participants who are open or partially open at work experienced discrimination. We should note that the same ratios are 4.5% and 15.8% respectively in the sample. In the previous years, we should follow up the finding that the ratio of experiencing discrimination among the participants who were completely or partially disclosed is higher than the sample this year even though there was no significant increase in the percentage of those participants. For now, **it will suffice to state that the recent public use of discriminatory discourses against LGBTI+s by officials at various levels of the government can be considered a factor that increases the risk of discrimination for public employees if they are partially or totally disclosed regarding their identity in the workplace.** A further reason for the difficulty of analyzing all dimensions of discrimination against LGBTI+ employees in Turkey is the **low number of official complaints using non-discrimination mechanisms. Similar to previous years, this year's research suggests that LGBTI+ employees do not use official channels to report the discrimination they experience. Only one out of 10 individuals who experienced discrimination during the hiring processes made a verbal complaint, and only one notified their union or professional organization. The remaining participants made no complaint or directly addressed the issue with the person involved or settled for sharing with those close to them.**

Only three out of 35 individuals who experienced discrimination in the workplace made an official complaint, three individuals made a verbal complaint, one reported the incident to Ombudsperson (Kamu Denetçiliği Kurumu), and one complained to the Human Rights and Equality Institution of Turkey (TİHEK). Only one of these participants took the incident to court. **The statements of the survey participants show that they do not believe that official complaints are effective when it comes to discrimination against LGBTI+ employees. Additionally, they are concerned about further victimization, losing their job, experiencing hate speech and prejudice, and involuntary disclosure of their identity in the reporting processes. It is clear that LGBTI+ employees in Turkey need empowerment mechanisms in access to employment and work-life in the public sector. Unfortunately, this study shows that such mechanisms are uncommon and/or ineffective within the public sector. Only 5,9% of participants reported that there were rules and boards in their institutions to prevent discrimination based on gender identity, sexual orientation and sex characteristics. A further 5,4% stated that these mechanisms existed but were not well known or ineffective. Examples of rules and practices that they cited as causing discrimination included unequal access to social rights largely due to a heteronormative understanding of family and marriage, discriminatory interpretations of Law No. 657 regarding public officials, and practices like denying promotion or transferring individuals to undesirable locations. [...]**

These statements are in line with both the findings of this year's survey and those of previous years. Participants in this research stated that being subject to discrimination based on sexual orientation, gender identity and sex characteristics and hate speech or the risk of experiencing them paired with the continuing strategy of non-disclosure of their identities created a series of difficulties. LGBTI+ employees reported being unable to have real and intimate relationships with their colleagues, feeling little or no sense of belonging in their companies and that they often feel hopeless, sad, anxious and angry. They also stated that their performance was lacking along with their motivation which all led to depression, stress, and burnout syndrome due to psychologically and physically overwhelming conditions. Their efficiency and job satisfaction dropped decidedly.

Since we spend most of our time at our workplaces, the negative aspects of the situation are obvious.

Even though the non-disclosure strategy seems to provide some level of protection against discrimination and hate speech, the seeming obligation to remain undisclosed is a form of discrimination itself. LGBTI+ employees feel certain that they will face discrimination and thus take measures even before employment. During their employment LGBTI+ individuals hide their identity or share it with close colleagues or other LGBTI+ individuals so they separate their work life and their private life. Some even have to pretend in terms of body language or the way they express themselves in public in order to remain undisclosed. This strategy of non-disclosure and caution against potential discrimination turns into a continuous form of discrimination and has a negative impact on LGBTI+ employees both mentally and physically that exceeds the limits of work life. Answers to open ended questions revealed that the primary concerns for LGBTI+ employees were freedom and visibility. In order to guarantee these, they pointed out the need for raising social awareness and creating effective legal protection mechanisms. » Source: KAOS GL, Situation of Lesbian, Gay, Bisexual, Trans, Intersex and Plus Employees in Public Sector in Turkey, 2021, p.7-10: <https://kaosglternegi.org/images/library/kamueng.pdf>.

OSAR, 21 juin 2021 :

« L'article 62 du Code pénal énonce les motifs au titre desquels les juges peuvent atténuer les peines à leur discrétion. Ces motifs comprennent « le milieu, les rapports sociaux et le comportement de l'auteur après la commission de l'infraction et pendant le procès, et les effets potentiels de la peine sur son avenir ». Selon les informations dont dispose le GREVIO, il suffit aux auteurs de violence à l'égard des femmes de conserver une attitude digne et respectueuse devant les tribunaux pour bénéficier de cette clémence. » Source: OSAR, Turquie: violence contre les femmes, 21 juin 2021, p.12: www.fluechtlingshilfe.ch/fileadmin/user_upload/Publikationen/Herkunftslanderberichte/Europa/Tuerkei/210622_TUR_Gewalt_Frauen_FR.pdf.

SCF, 5 janvier 2023 :

« A transgender woman was stabbed to death early Wednesday morning in İzmir, the Artı Gerçek news website reported.

According to Artı Gerçek, Ece E. was allegedly killed by a knife to the neck by a man identified only by the initials M.F., who fled the scene of the crime in a taxi.

Upon hearing the commotion, neighbors called the police, who were able to track the taxi based on its license plate number and detained M.F. in the Torbalı district of İzmir. [...] » Source: Stockholm center for freedom (SCF), Transgender woman stabbed to death in İzmir, 5 janvier 2023: <https://stockholmcf.org/transgender-woman-stabbed-to-death-in-izmir/>.

USDOS, 12 avril 2022 :

« During the year LGBTQI+ individuals experienced discrimination, intimidation, and violent crimes. Human rights groups reported that police and prosecutors frequently failed to pursue cases of violence against LGBTQI+ persons or accepted justification for

perpetrators' actions. Police rarely arrested suspects or held them in pretrial detention, as was common with other defendants. When arrests were made, defendants could claim "unjustifiable provocation" under the penal code and request a reduced sentence. Judges routinely applied the law to reduce the sentences of persons who killed or assaulted LGBTQI+ individuals. Courts of appeal previously upheld these verdicts based in part on the "immoral nature" of the victim. LGBTQI+ advocates reported police detained transgender individuals engaged in sex work and that courts and prosecutors created an environment of impunity for attacks on transgender persons involved in sex work.

In March a Syrian transgender woman was severely injured and lost one eye after a hydrochloric acid attack in Istanbul. An Istanbul court initially sentenced the perpetrator, the victim's former boyfriend, to 11 years in prison for the attack, but it subsequently reduced the sentence to six years on the grounds of "unjustifiable provocation." Friends of the victim alleged that hospital staff expressed homophobic attitudes towards the victim.

Numerous LGBTQI+ organizations reported a continued sense of vulnerability as restrictions on their freedom of speech, assembly, and association continued. NGOs reported that police targeted LGBTQI+ individuals using disproportionate force while intervening in demonstrations. University officials limited LGBTQI+ students' ability to organize and stage pride events.

Human rights activists attributed what they assessed to be increased public anti-LGBTQI+ sentiment and incidence of violence against LGBTQI+ individuals to an uptick in anti-LGBTQI+ rhetoric by government officials amplified through progovernment media. [...]

The criminal code does not include specific protections based on sexual orientation or gender identity. The law allows for up to three years in prison for hate speech or injurious acts related to language, race, nationality, color, gender, disability, political opinion, philosophical belief, religion, or sectarian differences. Human rights groups criticized the law's failure to include protections based on gender identity. LGBTQI+ definitions were not included in the law, but authorities reported a general "gender" concept in the constitution provides for protections for LGBTQI+ individuals.

Provisions of the law concerning "offenses against public morality," "protection of the family," and "unnatural sexual behavior" sometimes served as a basis for abuse by police and discrimination by employers.

In September, Larin Kayatas, a transgender doctor, reported that the Ministry of Health expelled her from service on the basis of her LGBTQI+ identity after finding that her social media posts were not "in line with public morality." Kayatas alleged that a colleague had filed a complaint regarding her social media messages with the Presidency's Communications Center, which precipitated a disciplinary investigation.

Human rights organizations reported that some LGBTQI+ individuals were unable to access health services or faced discrimination. Some LGBTQI+ individuals reported they believed it necessary to hide their identities, faced mistreatment by health-service providers (in many cases preferring not to request any service), and noted that prejudice

against HIV-positive individuals negatively affected perceptions of the LGBTQI+ community. In June the NGO KAOS GL reported that a doctor in Istanbul refused treatment to a transgender woman and shouted transphobic insults at her after forcefully pushing her from the examination room. Multiple sources reported discrimination in housing, as landlords refused to rent to LGBTQI+ individuals or charged them significantly higher prices.

LGBTQI+ organizations reported the government used regular and detailed audits against them to create administrative burdens and threatened the possibility of large fines. Authorities audited LGBTQI+ organizations more frequently than NGOs focused on other issues. » Source: US Department of State (USDOS), 2021 Country Report on Human Rights Practices: Turkey, 12 avril 2022: www.ecoi.net/en/document/2071182.html.

VOA News, 23 septembre 2022 :

« *The 25-year-old translator by day and trans drag performer by night felt overwhelming panic and anxiety when **several thousand demonstrators gathered and marched Sunday in Turkey to demand a ban on what they consider gay propaganda and to outlaw LGBTQ organizations.***

*The Big Family Gathering march in the conservative heart of Istanbul attracted parents with children, nationalists, hard-line Islamists and conspiracy theorists. **Turkey's media watchdog gave the event the government's blessing by including a promotional video that called LGBTQ people a "virus" in its list of public service announcements for broadcasters.*** [...]

Sunday's march was the biggest anti-LGBTQ demonstration of its kind in Turkey, where civil rights for a community more commonly referred to here as LGBTI+ — lesbian, gay, bisexual, transgender, intersex and other gender identities and sexual orientations — have been under assault in the years since an estimated 100,000 people celebrated Pride in Istanbul in 2014.

In a visible sign of the shift, the anti-LGBTQ march went ahead without any police interference. Conversely, LGBTQ groups have had their freedom to assemble severely curtailed since 2015, with officials citing both security and morality grounds. [...]

President Recep Tayyip Erdogan's views also have grown more stridently anti-LGBTQ over time. Before the 2002 election that brought the Justice and Development Party (AKP) he co-founded to power, a younger Erdogan said at a televised campaign event that he found mistreatment of gay people inhumane and legal protections for them in Turkey a "must."

"And now, 20 years into this, you have an entirely different president that seems to be mobilizing based on these dehumanizing, criminal approaches to the LGBTQ movement itself," said Mine Eder, a political science professor at Bogazici University in Istanbul.

Interior Minister Suleyman Soyly has called LGBTQ people "perverts." In 2020, Erdogan defended the head of religious affairs after he claimed homosexuality "brings disease and causes the generation to decay." While championing his long-held belief that the identities of women are rooted in motherhood and family, the Turkish leader last year urged people to dismiss what

"lesbians schmesbians" say. » Source: VOA News, Turkey's Anti-LGBTQ Display Reflects Nation's Political Shift, 23 septembre 2022: www.voanews.com/a/turkey-s-anti-lgbtq-display-reflects-nation-s-political-shift/6760131.html.

En tant que principale organisation d'aide aux personnes réfugiées en Suisse et faïtière des œuvres d'entraide et des organisations actives dans les domaines de l'exil et de l'asile, l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR) s'engage pour une Suisse qui accueille les personnes réfugiées, les protège efficacement, respecte leurs droits fondamentaux et humains, favorise leur participation dans la société et les traite avec respect et ouverture. Dans sa fonction, l'OSAR renforce et défend les intérêts et les droits des personnes bénéficiant d'une protection et favorise la compréhension de leurs conditions de vie. Grâce à son expertise avérée, elle marque le discours public et exerce une influence sur les conditions sociales et politiques.

D'autres publications de l'OSAR sont disponibles sur le site www.osar.ch/publications. La newsletter de l'OSAR, qui paraît régulièrement, vous informe des nouvelles publications. Inscription à l'adresse www.osar.ch/newsletter.